

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 16/02/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CYCLAD**

1 Rue Julia et Maurice Marcou  
BP 19  
17700 Surgères

Références : 0007209456/AA/2026/82  
Code AIOT : 0007209456

Saisissez du texte ici

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CYCLAD ex smicton aunis vals de saintonge implanté Rue Antonin Gaboriaud Fief Barabin 17700 Surgères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection 2025 ainsi que dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CYCLAD ex smicton aunis vals de saintonge
- Rue Antonin Gaboriaud Fief Barabin 17700 Surgères
- Code AIOT : 0007209456

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le syndicat mixte CYCLAD est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2021 portant enregistrement d'une activité de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial (2710-2) pour 803 m<sup>3</sup>.

En date du 15 décembre 2025 et suite à l'inspection du 10 décembre 2025 le CYLAD a télédéclaré en complément l'activité de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial (2710-1) pour 6,81 tonnes.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2  | Réaction au feu                                    | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 13 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 5  | Systèmes de détection et d'extinction automatiques | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 6  | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie      | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---------------------------|---|-------------------|
| 1  | Nature des installations  | Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 1.2.1 | Sans objet        |
| 3  | Désenfumage               | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14    | Sans objet        |
| 4  | Clôture de l'installation | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15    | Sans objet        |
| 7  | Stockage rétention        | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV | Sans objet        |
| 8  | Déchets sortants          | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43    | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette inspection, l'exploitant a télédéclaré l'activité de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial (rubrique 2710-1) pour un tonnage de 6,81 tonnes. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est désormais soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel relatif aux installations soumises à déclaration pour la rubrique 2710-1.

L'exploitant ne dispose d'aucun bâtiment dédié au stockage des déchets. Seuls les déchets diffus

spécifiques (DDS) et les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont entreposés dans des conteneurs. Les conteneurs destinés aux DDS sont conformes aux critères de réaction au feu. Cependant, l'exploitant n'a pas fourni de justificatifs concernant la réaction au feu des conteneurs utilisés pour les DEEE, ces derniers étant différents de ceux des DDS. Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre ces justificatifs.

L'alimentation en eau d'incendie du site est assurée par une bâche située sur le centre de tri, à 200 mètres de la déchetterie. Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'avis du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) concernant l'utilisation de cette bâche, ainsi que les éléments de dimensionnement de celle-ci. Ces informations doivent permettre de préciser le volume de la bâche et le(les) site(s) concerné(s).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature des installations

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 1.2.1   |   |   |                  |
|--|---|---|------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations   |   |   |                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |   |   |                  |
| Rubrique   | Libellé de la rubrique (Nature activité)  | Éléments caractéristiques / Volume  | Régime du projet |
| 2710-2   | Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial dont le volume est supérieur à 300 m <sup>3</sup> | Le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation est de : 803 m <sup>3</sup> | E                |
| <b>Constats :</b>  |   |   |                  |
| <p>L'exploitant indique qu'aucune modification du site n'est prévue. Il précise également que le dimensionnement actuel du site permet de contenir au maximum 555,72 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fournir un justificatif des tonnages de déchets dangereux présents sur le site. Le seuil de la nomenclature des installations classées pour la rubrique 2710-1 relative au stockage de déchets dangereux est fixé à 1 tonne. Compte tenu de la quantité stockée actuellement (6,81 tonnes), les installations ne sont pas régulièrement déclarées. Il convient que l'exploitant régularise cette activité en procédant à la télédéclaration de cette activité.</p> <p>Par courriel en date du 15 décembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir réalisé, le même jour, une télédéclaration au titre de la rubrique 2710-1 pour un volume de 6,81 tonnes. Il a également mentionné que cette rubrique avait bien été prise en compte dans le dossier d'enregistrement ayant conduit à l'arrêté préfectoral du 28 juin 2021, mais qu'aucune déclaration n'avait été effectuée par la suite.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est désormais soumis aux arrêtés ministériels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au titre de la rubrique 2710-1, pour le régime de la déclaration : arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;</li> <li>• au titre de la rubrique 2710-2, pour le régime de l'enregistrement : arrêté du 26 mars 2012</li> </ul> |   |   |                  |

relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Réaction au feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réaction au feu

**Prescription contrôlée :**

Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) :

- matériaux A2 s2 d0.

Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le site est uniquement composé d'un local administratif, qui n'entrepose aucun déchet.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ainsi que les déchets diffus spécifiques (DDS) sont, quant à eux, entreposés dans des conteneurs.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les caractéristiques de réaction au feu des conteneurs destinés aux DDS et les a transmises par courriel en date du 15 décembre 2025. Les locaux abritant les DDS sont constitués de matériaux classés A2 s1 d0, une classification plus restrictive et plus résistante que les matériaux A2 s2 d0.

En revanche, aucun justificatif n'a été fourni concernant les conteneurs destinés aux déchets électriques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents justifiant des caractéristiques de réaction au feu des conteneurs réceptionnant les déchets électriques (DEEE).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : Désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage

|  |
|--|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commande automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li> </ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne comporte aucun local fixe destiné à la réception de déchets.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 4 : Clôture de l'installation

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture de l'installation</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le site est entièrement ceinturé par une clôture.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 5 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20</p>             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques</p> |

|   |
|---|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il y a 3 détecteurs de fumée sur le site : un dans chaque conteneur DDS et un supplémentaire à proximité du stockage d'huile. Ces trois détecteurs ont pu être constatés lors de la visite.</p> <p>L'exploitant précise également que ces détecteurs sont reliés à une alarme.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant installe des détecteurs de fumée dans tous les conteneurs DEEE réceptionnant des déchets sur son site.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>  |

#### N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie</li> </ul> |

et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### **Constats :**

L'exploitant indique pouvoir contacter les services de secours à l'aide des téléphones portables mis à disposition des agents sur le site.

Le plan du site est affiché, mais il n'est pas à jour, car il mentionne une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>, qui était inexistante lors de l'inspection. L'exploitant a transmis par mail le 15 décembre 2025 le plan du site à jour faisant état du bassin de rétention.

Par courriel en date du 15 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que les besoins en eau du site, tels que détaillés dans le dossier d'enregistrement, s'élèvent à 60 m<sup>3</sup>/h, soit 120 m<sup>3</sup> pour deux heures. Il précise que le dossier d'enregistrement mentionne :

- une réserve d'eau permanente de 300 m<sup>3</sup>, située à 200 mètres du site ;
- deux poteaux incendie, situés respectivement à 100 mètres et 370 mètres de l'établissement, avec des débits de 51 m<sup>3</sup>/h et 56 m<sup>3</sup>/h.

Pour rappel, les poteaux incendie doivent être implantés à moins de 100 mètres de l'installation par des voies praticables et fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h. Les poteaux incendie actuels ne sont donc pas conformes à la réglementation en vigueur.

La distance de la bache incendie doit être validée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). De plus, si cette bache est utilisée pour plusieurs sites, elle doit être en mesure de fournir les volumes nécessaires pour tous les sites concernés.

L'exploitant indique qu'il y a 2 extincteurs sur le site. Ceux-ci ont été vérifiés lors de la visite et ont fait l'objet d'un entretien de maintenance en avril 2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un courriel daté du 15 décembre 2025, l'exploitant indique que le bassin de rétention a une capacité de 280 m<sup>3</sup>, alors que le plan de recollement mentionne un volume de 250 m<sup>3</sup>. L'exploitant précise le volume effectif du bassin.

L'exploitant transmet également à l'inspection l'avis du SDIS concernant la distance de la bache



|   |
|---|
| incendie, située sur le centre de tri à 200 mètres de la déchetterie.<br>Il détaille le calcul D9 et D9A, qui définit respectivement le besoin en eau d'extinction qui dimensionnant le volume de la bache spécifiquement pour le site et le volume de rétention associé. Il précise également la liste des installations pour lesquelles cette bache est destinée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 7 : Stockage rétention

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage rétention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, il a été constaté un bassin de rétention à l'emplacement de la réserve d'eau incendie indiquée sur le plan du site. L'exploitant a précisé, après l'inspection et par courriel en date du 15 décembre 2025, que ce bassin de rétention des eaux d'incendie avait un volume de 250m <sup>3</sup> (ou de 280m <sup>3</sup> au point de contrôle précédent).<br><br>L'exploitant indique qu'en cas d'incendie, une vanne permet de diriger les eaux d'incendie vers le bassin de rétention. L'emplacement de cette vanne a pu être vérifié lors de l'inspection. Par courriel en date du 15 décembre 2025, l'exploitant confirme avoir affiché la procédure d'actionnement de la vanne, présentée lors de l'inspection, à proximité immédiate de celle-ci. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 8 : Déchets sortants

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets sortants   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.<br><br>I. Registre des déchets sortants. |

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

**Constats :**

Le registre des déchets sortants a été transmis après l'inspection, le 15 décembre 2025. Ce registre reprend, en colonnes, les informations réglementaires à préciser telles que :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédiés (code déchet) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, le certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

**Type de suites proposées :** Sans suite